

Pierre Pelletier **On a évacué la question culturelle de tout l'Occident**

Number 69, November 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/42784ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

(1992). Pierre Pelletier : on a évacué la question culturelle de tout l'Occident. *Liaison*, (69), 8–11.

On a évacué la question culturelle de tout l'Occident

Le fait est là : la question culturelle a été peu présente dans le débat constitutionnel même si, à l'origine, il s'agissait de reconnaître des réalités culturelles, soit le Québec comme société distincte et les peuples autochtones comme sociétés autonomes. Le débat a ainsi pris davantage la forme d'un marchandage de pouvoirs entre les gouvernements fédéral et provinciaux que l'élaboration d'un projet de société ou, pour reprendre les termes de J. J. Rousseau, d'un contrat social qui aurait véritablement pu renouveler la vision du pays.

Cette observation a amené Liaison à vouloir questionner les relations entre culture et politique. Pour en discuter, Pierre Pelletier a accepté de partager ici une réflexion qu'il entretient depuis longtemps sur le sujet. Cet artiste visuel et écrivain se distingue, depuis près de vingt-cinq ans, comme animateur d'une réflexion sur le rôle social de l'artiste. Ses commentaires s'inscrivent dans le cadre d'un essai qu'il prépare sur le thème de la pensée délinquante. Marc Haentjens a recueilli ses propos.

La rationalité occidentale, débouche sur un vide épouvantable, un vide de discours, un vide théorique qui se traduit par des emballements.

L'un des principaux enjeux au centre du débat constitutionnel était manifestement d'ordre culturel. Or, s'il y a une chose dont on a peu parlé dans ce débat, c'est précisément de culture. Comment l'expliquer ?

Je crois que pour répondre à cette question, il faut d'abord revenir à une conception globale de ce qu'est le Canada sur le plan de ce qu'on pourrait appeler une société politique ou une organisation politique, puisque nous sommes foncièrement, à l'intérieur de ce débat, dans un contexte politique.

Maurice Duverger, dans son introduction à la politique, invoquait l'image du dieu

Janus, le dieu à double face, pour représenter le politique, c'est-à-dire son incarnation dans l'État. La première face de Janus, c'est l'État dominateur, l'état garant de la domination d'un groupe, Machiavel, en somme, la détention, l'exercice du pouvoir. L'autre versant, c'est le contrat social, l'État responsable du bien-être, du bien commun des individus et des collectivités où ils se regroupent, donc Rousseau.

Quand on regarde l'Occident, ce double visage de l'État est toujours présent. Dépendant des moments, des crises, des situations, l'État est tantôt un groupe dominateur, tantôt un groupe réconciliateur, on vogue entre les deux. Il faut donc bien voir que la politique est d'abord une question de pouvoir, une question d'organisation du pouvoir, les uns sur les autres, les uns avec les autres.

Comment cette observation se rapporte-t-elle au Canada ?

Si on regarde le Canada dans un contexte d'organisation politique, que constate-t-on ? Foncièrement, des communautés politiques gérées par des ordres de gouvernement qu'on connaît, qui sont surtout des régions administratives, découpées par provinces, bien campées dans des définitions legalistes, juridiques et autres.

Puis on peut aussi constater – et cela est complètement escamoté quand on parle de notre organisation politique – des communautés culturelles. C'est un constat fondamental pour la question qui nous occupe. Si on ne reconnaît pas, en effet, l'existence de deux ou trois communautés culturelles qui ne se ramènent pas uniquement aux frontières ou aux entités politiques, on ne réalise pas qu'il y a, à la base, un glissement dans le discours qui

finit par occulter une réalité, la réalité culturelle, pourtant cruciale dans le débat politique...

Quelles sont les trois grandes communautés culturelles ? Il y a d'abord ce qu'on appelle les premières nations ou les peuples autochtones. C'est une communauté qui est bien visible d'ailleurs de ce temps-ci, en tout cas plus que d'autres. Il y a évidemment la communauté anglophone qui ne se limite pas à l'extérieur du Québec, même si elle y est là majoritaire et minoritaire au Québec. Et il y a la communauté culturelle canadienne-française ou francophone du Canada, qui connaît l'envers de la médaille des anglophones, étant majoritaire au Québec et minoritaire à l'extérieur.

Tout ça fait donc partie de notre paysage politique et doit être bien compris pour réaliser que la culture est un enjeu central au sein du débat politique actuel.

Justement, est-ce que le problème qu'on reconnaît dans le débat constitutionnel ne tient pas au fait que ce débat s'est surtout tenu entre des chefs de gouvernements, c'est-à-dire des représentants de territoires ou d'entités politiques et non de communautés culturelles ? À l'exception du moins des porte-parole des premières nations...

Oui, mais il ne faut pas seulement s'arrêter au processus. Il faut, je crois, resituer le Canada dans une évolution qui marque l'Occident globalement. Il faut bien voir qu'en Occident, peu importe les formes de parlementarisme ou de gouvernement qu'on s'est données, aux États-Unis ou ailleurs, il se manifeste une raison d'État, traduite dans une organisation d'État, qui favorise surtout un langage juridique, un langage légaliste. La cité – la polis grecque élargie – est, dans l'Occident, la cité des législateurs, des avocats, des constitutionnalistes. C'est donc leur discours qui domine. Un discours qui est aussi, forcément, teinté des grandes préoccupations des financiers et multinationales.

Et l'on voit où ça nous mène. La raison qui se manifeste là-dedans, la rationalité

occidentale, débouche sur un vide épouvantable, un vide de discours, un vide théorique qui se traduit par toutes formes d'emballements.

Est-ce que vous pouvez citer quelques exemples ?

Un emballement du politique, qui devient un discours de partisanerie, de politocaiillerie, vide de toute substance. Un emballement des discours intellectuels où on tombe dans des formalismes à outrance qui ne sont plus connectés à aucune réalité, sinon la réalité des langages qu'ils se donnent. On assiste ainsi à toutes sortes de débats hyperpointus sur des virgules, des points-virgules, qui renvoient à des préoccupations totalement hermétiques. Même les artistes – en tout cas une certaine catégorie ou un groupe d'entre eux – suivent le pas. Il y a dans les arts aussi un emballement de formalisme et d'intellectualisme qui nous mène à des objets qui ne peuvent être compris que si on décote le discours qui les accompagne. Et ainsi de suite...

D'ailleurs l'emballement qu'on a, l'espèce d'enthousiasme qu'on a au Canada, teinté souvent de culpabilité, face aux Amérindiens montre bien le vide qu'on ressent, le besoin qu'on a de retrouver nos origines et, avec cela, des éléments de qualité de vie.

Tout ça nous ramène à ce constat : on a évacué la question culturelle de tout l'Occident. Je parle de la culture comme moyen d'augmenter sa qualité de vie, de mener une vie créatrice, de permettre aux gens d'actualiser leur créativité dans toutes les dimensions de leur vie, non seulement de la vie politique, mais du travail, etc. On a donc évacué la question culturelle pour réduire le politique à quelque chose de beaucoup plus immédiat, de beaucoup plus plat. Ce qui a engendré de petits intérêts, marchandés dans des *deals* de politocaiillerie, qui sont loin de ce qu'on peut appeler un projet de société...

La culture demeure pourtant, et peut-être plus encore au Canada, un enjeu essentiel de la cohésion sociale, de l'appartenance !



Photo : Yvan Dutrisac

PIERRE PELLETIER :

La raison occidentale a dépouillé de tout contenu, de toutes intériorités, les choses, les hommes, les femmes qui ne répondaient pas au maniement de l'efficacité, de la masse transformée, quantifiée, justifiée, utilisée à des fins d'État bien comptabilisées.

Là, on frappe de plein fouet une toute autre question, celle de la pensée libérale qui influence beaucoup l'Occident, qui a marqué le Canada et a marqué certains de ses politiciens. Dans cette pensée qui privilégie la relation de l'individu à l'État, il y a, en effet, peu de place pour les droits collectifs, ceux des groupes culturels et encore moins ceux des minorités, des communautés culturelles qui ne se confondent pas dans une entité politique ou territoriale (ce qui est le problème des communautés francophones au pays). Seul le droit de l'individu face à l'État est reconnu et comme un droit inviolable. On ne le pondère pas selon le droit de certaines collectivités, de nos communautés culturelles, de nos minorités...

Notre société est devenue celle de la personne unidimensionnelle, c'est-à-dire qui n'a plus qu'une réalité, qui est aplatie au quotidien. Et les discours politiques sont aplatis à ce quotidien.

Il s'agit là évidemment d'une conception très problématique dans un État multinational comme le nôtre, c'est-à-dire qui implique plusieurs nations : amérindienne, française, anglaise... La pensée libérale conduit effectivement à nier notre polyethnie, non pas un multiculturalisme que la politiciaillerie de plusieurs politiciens conduit à promouvoir, mais la cohabitation d'ethnies multiples se ramenant aux grandes dimensions de trois cultures et aux langues par lesquelles elles s'expriment, c'est-à-dire l'anglais et le français principalement.

Énoncer cette vision n'est pas une invocation à transformer le Canada en tour de Babel. Mais à reconnaître qu'il y a tant de cultures, avec des langues majeures, des territoires qui échappent aux entités politiques, provinciales ou autres, et qui nous ramènent à cet enjeu réel du droit à l'appartenance culturelle, comme un droit aussi inviolable que celui de la liberté individuelle.

On revient ainsi à notre préoccupation initiale, c'est-à-dire cette question centrale

de l'enjeu de la culture dans le débat politique en tant que droit à la fois collectif et individuel, enjeu de notre qualité de vie mais aussi réponse à ce vide théorique, vide de vision, omniprésent dans les débats référendaires comme dans les débats politiques que connaît aujourd'hui l'Occident.

Ce vide de vision, cette négation de la culture, à qui faut-il alors imputer la responsabilité ? Aux politiciens qui nous gouvernent ?

Je pense qu'on aurait tort, que ce serait naïf ou même prétentieux d'en imputer la responsabilité à tel ou tel individu. Je dirais plutôt que ça suit un cours normal. L'Occident, avec la montée du libéralisme économique, s'est vidé et se vide constamment de ses contenus, de ses visions et de ses projets de société. Les politiciens qui en font partie et qui surgissent dans ce paysage ne sont que les colporteurs de ce vide. Malheureusement, beaucoup d'artistes le sont aussi. On n'y échappe pas, on est tous pris dans ce marasme des discours qui ne débouchent pas sur le global, sur la créativité, l'imaginaire...

Marcuse en avait parlé de façon très romantique dans les années 1960 et son discours est encore très juste. Notre société est celle de la personne unidimensionnelle, c'est-à-dire qui n'a plus qu'une réalité, qui est aplatie au quotidien. Les discours politiques sont aplatis à ce quotidien. Combien de cennes en plus ou en moins va-t-on nous enlever dans ce projet constitutionnel ? Quel genre de vie économique nous préfigure-t-on ? Mais jamais on dit quel genre de vie culturelle, quel genre de créativité. Alors, l'enjeu culturel est foncièrement politique, foncièrement évacué dans le discours actuel. On n'en parle plus, on n'en entend pas parler.

S'il s'agit d'un mouvement si large, d'où pourrait venir un autre discours, une autre vision ?

De là où la vision est toujours venue, c'est-à-dire de la culture. Et là je dois préciser – j'aurais peut-être dû le faire au point de

départ – que je donne au mot culture un sens plus restreint que celui qu'on lui accorde parfois, soit la culture comme un tout. Le sens où je l'entends ici se résume aux expressions de la créativité, plus connue ou reconnue comme la création dans le domaine des sciences, du savoir, des arts... bref toutes ces formes de créativité qu'on reconnaît généralement dans l'organisation de l'État.

Dans notre société occidentale, les renouveaux sont toujours venus des gens qui faisaient preuve de création, de créativité, d'imaginaire. Et j'ai toujours espoir que le discours va être repris par ces gens-là, que l'emballement qui tombe sur le vide va être repris, ramené à une vision quelconque.

On a maintenant le sentiment d'un tel vide qu'on a même de la difficulté à imaginer que c'est encore possible que les gens de création puissent nous amener à voir d'autres éléments qui pourraient nous sortir de ce marasme. Mais j'ai toujours l'espérance que c'est là. D'ailleurs, il y a toujours ces visionnaires qui demeurent, les artistes des générations antérieures ne sont pas disparus pour autant, il y a toujours des discours qui sont dans le paysage et qui pourraient nous servir de pistes de réflexion. Marcuse en a tenu un dans ce sens-là. Ça a été très populaire durant les années 1960, puis c'est disparu avec les années 1970. J'ose espérer que d'autres discours vont prendre la relève pour nous sortir de cette fin de siècle un peu décevante.

Malraux a dit quelque part : *le 21^e siècle sera religieux ou ne sera pas*. Ce qu'on peut lire dans cette boutade, c'est que si l'on ne réussit pas à reprendre certaines valeurs de fonds, pour ne pas dire des valeurs spirituelles, on ne fera pas un autre siècle, on va tout simplement disparaître comme civilisation.

L'avenir, l'espoir seraient donc du côté des artistes ?

Il demeure que ce qui fait évoluer les civilisations, ce qui fait avancer les choses sur le plan de l'humanité, je regrette de le dire, mais ce sont rarement

des politiciens. Ce sont parfois des hommes ou des femmes politiques – il n'y en a pas beaucoup – mais ce sont en soi des genres de créateurs qui inventent des modèles nouveaux de société, de grands utopistes qui manient le pouvoir de façon à imposer leur vision. Ils sont de connivence, dans le fond, avec de grands créateurs qui font la même chose sur le plan des concepts, des matériaux, de l'organisation des émotions dans des sensibilités, des perceptions, des fantasmes, dans l'imaginaire, quoi !

Si on regarde l'Occident dans ses manifestations qui durent, c'est ainsi souvent à partir d'un artiste ou d'une artiste que la société s'est vu proposer de nouveaux modèles.

Je fais souvent remarquer, en boutade, que dans les grands mouvements de révolution ou de branle-bas, on n'arrête pas surtout les politiciens, on arrête les artistes, les intellectuels, eux qui savent le moins manier le fusil, qui sont les moins stratèges, dit-on, en politique. Ce sont ces gens-là qu'on bâillonne, qu'on tue, qu'on torture, parce que ce sont eux qui changent les choses, qui représentent le changement. Pas les politiciens ni les militaires. Non, plutôt les gens de l'imaginaire !

Alors, je me rallie beaucoup à ceux et celles qui réfléchissent aux moyens de réinvestir l'imaginaire dans le quotidien, de réinjecter l'imagination créatrice dans nos vies, dans nos façons de travailler, dans nos rapports entre êtres humains, dans nos morales, qui demandent de revenir à cette dimension de la qualité de vie comme invention perpétuelle, comme création de soi-même, de la liberté humaine qui n'est jamais achevée...

Ce genre de discours est intéressant. Un discours beaucoup plus vital que le discours de marchandage sur ce que nous aurons en plus ou en moins cinq mois ou cinq ans après le référendum. Un discours, en passant, qui pourrait également ramener nos peurs, nos affrontements, nos oppositions dans ce débat à une dimension beaucoup plus juste et plus humaine.



Photo : Yvan Dufresac

PIERRE PELLETIER :

C'est souvent à partir d'un artiste ou d'une artiste que la société s'est vu proposer de nouveaux modèles.